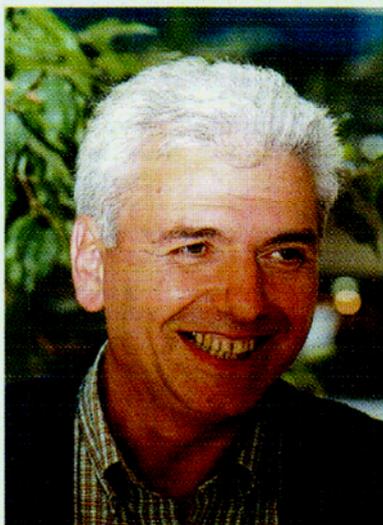


Bernard Margras : rester près des travailleurs

Nouvellement chargé de la coordination des comités de groupe au sein de la FILPAC, Bernard Margras a fait le voyage de Toulouse à Montreuil pour assister au dernier CEN. Plutôt réservé quand il s'agit de parler de lui-même, Bernard devient intarissable sur l'histoire des luttes collectives qui ont traversé son existence, avec, au premier plan, le combat des salariés du groupe papetier Job.



Bernard Margras

A priori, rien ne prédestinait le petit Bernard, né en Corrèze au milieu du ^{xx} siècle, à engager ainsi sa vie dans le mouvement syndical. Cependant, il ne nie pas que, issu d'une famille de cheminots, avec un père au passé de résistant, le milieu familial a joué sur le développement de sa sensibilité.

Alors que Bernard fête ses sept ans, la famille Margras déménage dans le Tarn. Plus enclin à jouer dans les fermes alentour, Bernard est pourtant fortement encouragé à poursuivre ses études par des instituteurs qui flairent sous les traits apparemment timides du jeune Bernard un caractère bien forgé et prometteur. Il reconnaît leur devoir son attirance pour l'histoire, la littérature et les auteurs classiques.

Marié à dix-neuf ans et rapidement chargé de famille (sa femme lui donnera deux enfants), il n'a pas d'autres choix que de se faire embaucher dans une entreprise de Saint-Sulpice comme ouvrier. Les conditions de travail sont rudes : 48 heures par semaine attaché à la chaîne, avec seulement trois semaines de congés par an.

■ Honnêteté et force de conviction

En 1969, après son service militaire, il entre chez Job à Toulouse où l'entreprise compte alors près de 400 salariés. Il occupe différentes fonctions (magasinier, manutentionnaire, second conducteur),

Sophie Lacaze

puis intègre définitivement le magasin où il prépare les commandes. Au bout de deux ans et après avoir assisté à des grèves extraordinaires, il rejoint la CGT, est élu comme délégué du personnel suppléant et, grâce à son honnêteté et à sa force de conviction, ne tarde pas à syndiquer bon nombre de collègues. Il participe alors aux réunions du syndicat, chez Job à Toulouse, mais aussi dans toutes les unités du groupe et également avec les usines papetières de la région. C'est l'occasion pour lui de croiser le chemin de Pierre Troc. Job, leader par sa puissance syndicale, devient alors l'axe de toutes les revendications du secteur (les industries du Papier-Carton n'étant pas encore alliées à cette époque à celles du Livre).

Le Parti communiste est alors très influent, la conscience des travailleurs élevée et nul ne peut ignorer le débat politique et social. Chez Job, les ateliers retentissent de vives discussions. On aborde sans tabou tous les sujets, et chaque travailleur se sent responsable et pleinement acteur. C'est cette force qui permet d'obtenir des conventions collectives modèles et des augmentations de salaires de l'ordre de 10 %.

Bernard ne se perçoit pas comme un meneur, plutôt comme un accompagnateur, un « berger », à l'écoute et au service de cette humanité qui l'entoure. Cela lui vaut de s'investir dans tous les domaines. Il devient membre de la commission exécutive de l'union départementale. Il y apprécie de pouvoir faire remonter les revendications de la base. De 1971 à 1981, l'association des parents d'élèves des trois écoles de Saint-Sulpice le choisit comme président.

■ « On s'est battus comme des chiens »

Quelques années plus tard, le groupe Bolloré rachète l'usine Job. Les luttes régionales prennent alors une dimension nationale avec l'expérience d'un comité de groupe. Une trésorerie et un journal intersyndicaux voient le jour. Mais la direction annonce les premiers plans de licenciement... Arrivent l'année 95 et le plan Juppé. Légitimement, Job brille au firmament des manifestations toulousaines. « On s'est battus comme des chiens », se souvient Bernard.

Job tombe ensuite dans l'escarcelle du

papetier allemand Scheuffelen, via Gecco, une société écran tellement peu recommandable que certains de ses dirigeants, grâce à l'acharnement du syndicat, seront ultérieurement reconnus par la justice comme escrocs. Après restructuration, il ne reste plus que 155 salariés qui continuent malgré tout à croire à la survie de l'usine et impulsent la création d'un comité de groupe avec les salariés allemands. La solidarité, à l'ordre du jour, ne pourra empêcher le couperet de tomber : en 2000, la direction allemande après avoir acquis la marque « Job », pillé le savoir-faire et récupéré les carnets de commande, met en liquidation l'unité de production de Toulouse. Même si leur force syndicale leur permet de partir la tête haute, les salariés ne s'avouent pas vaincus et recomposent l'entreprise virtuelle sous une forme associative dénommée APRESJOB (Association pour le retour à l'emploi des salariés de Job) rassemblant 150 salariés de Job, dont 71 adhérents CGT. Il s'agit de faire respecter les engagements des plans « sociaux » auprès des institutions (direction départementale du travail et de l'emploi, tribunal de commerce, région, conseil général, mairie, etc) et du liquidateur. Bernard, désormais en portage, en est le président et cogère le comité de suivi pour la recherche d'emploi.

Mais quand on lutte on ne compte pas, et Bernard siège au Conseil économique et social, où il participe à la commission chargée des risques industriels en lien avec le syndicat du pôle chimique toulousain. On retrouve aussi sa trace dans les activités régionales et à la FILPAC, en coopération avec Jean-Pierre Combébiac, délégué fédéral, et encore à l'union locale CGT de Saint-Sulpice.

Rien d'étonnant à ce que notre fédération lui confie le développement, l'animation et le suivi de l'activité des comités de groupe et comités d'entreprise européens. Si Bernard évalue bien les enjeux (Job a été acheté et liquidé par un papetier allemand), il espère que cette nouvelle fonction ne l'éloignera pas du contexte humain dans lequel il a toujours vécu et qu'elle ne le transformera pas en bureaucrate. Pour être efficace, il compte avant tout s'appuyer sur les compétences des gens présents à la tête des comités. Et son souhait le plus cher : rester en contact avec les travailleurs ! ●